

Unité départementale de la Vendée
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.78.20
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.337
Réf. Préf. : Dossier n°96/0563
n°AIOT/GUN : 0006300810

La Roche sur Yon, le 12 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CTCV CARRIERES

*La Roche Guillaume
85220 Landevieille*

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement CTCV CARRIERES implanté La Roche Guillaume 85220 Landevieille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contexte de l'inspection :

- Suivi de la pollution par drainage acide

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CTCV CARRIERES
- La Roche Guillaume 85220 Landevieille
- Code AIOT : 0006300810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19/11/2015 pour une durée de 20 ans. Le gisement exploité est une roche massive (gneiss/rhyolite). La production maximale autorisée est de 950 000 t/an (750 000 t/an en moyenne). Des installations de traitement de matériaux sont également présentes pour une puissance totale de 2 500 kW.

Suite à l'épisode de rejet d'eaux pluviales acides vers le milieu constaté en février 2024, un arrêté de mesures d'urgences n°2024-DCPATE-66 a été signé le 22/02/2024 et les prescriptions antérieures ont été complétées par arrêté n°2024-DCPATE-1-97 du 29/03/2024.

Thème principal de l'inspection :

- Pollution des eaux de surface

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2024-DCPATE-66 du 22/02/2024,
- Arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19/11/2015 modifié par l'arrêté complémentaire n°2024-DCPATE-1-97 du 29/03/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme de suivi de l'APMU	AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 3	/	Demande d'action corrective	15 jours
3	Paramètres à analyser et valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5	Avec suites, Prescriptions complémentaires (APC du 29/03/2024)	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui <u>avai(ent)</u> été donnée(s) par l'inspection	Autre information
2	Gestion des eaux pluviales et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Fréquence de mesure en rejet de carrière	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1	/	Sans objet
5	Fréquence de mesure sur le milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2	/	Sans objet
6	Suivi sur le ruisseau de l'Edmondière	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.4	/	Sans objet
7	Suivi sur le bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.5	/	Sans objet
8	Suivi sur la passerelle "aval éloigné"	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.6	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets d'extraction et caractérisation des déchets iss	AP Complémentaire du 29/03/2024, article 3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui <u>avai(ent)</u> été donnée(s) par l'inspection	Autre information
10	Gestion de la pollution du milieu	AP Complémentaire du 29/03/2024, article 4	/	Sans objet
11	Etude de compatibilité des rejets aqueux au milieu	AP Complémentaire du 29/03/2024, article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté de mesures d'urgences du 22/02/2024 et à l'arrêté complémentaire du 29/03/2024, l'exploitant a mis en place un programme de surveillance des eaux superficielles sur son site et dans le milieu. L'exploitant a respecté la fréquence de mesure prévue sauf pendant la fermeture estivale de son établissement. En outre des non-conformités sur les rejets en matière de valeur limite ont été identifiées. Une proposition d'actions correctives est attendue sur ces points.

Les études prescrites par arrêté complémentaire du 29/03/2024 (étude de compatibilité du rejet au milieu/aux usages, plan de gestion de la pollution) sont en cours de réalisation et devront être transmises à l'inspection dans les délais imposés par cet acte.

L'Edmondière est actuellement à un niveau bas (une grande partie du lit est à sec) et présente une végétation dense.

2-4) Fiches de constats

lexique : AP : Arrêté préfectoral, APC : Arrêté préfectoral complémentaire, APMU : Arrêté préfectoral de mesures d'urgences

N° 1 : Programme de suivi de l'APMU

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 22/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescription contrôlée :

Sous 8 jours, l'exploitant prend toute mesure afin de supprimer le ruissellement des eaux polluées de la plateforme Sud-Est vers le ruisseau de l'Edmondière. L'exploitant transmet à l'inspection sous un délai maximal de 2 jours les mesures envisagées pour répondre aux objectifs fixés ci-dessus, ainsi que les mesures de surveillance destinées à contrôler leur efficacité, définies à l'article 3. Une fois ces mesures mises en œuvre, les éléments attestant de leur efficacité sont transmis sans délai à l'inspection.

NB : ces prescriptions ont été renforcées par courriers des 26/02/2024¹ et 20/03/2024².

¹ Courrier du 26/02/2024 : Ajout d'un point « aval éloigné de l'Edmondière – Pont du Château »

² Courrier du 20/03/2024 : Suivi analytique tous les 15 jours sur :

- 1) pH, conductivité, MES, Sulfates, Sulfures ;
- 2) Métaux potentiellement liés au drainage acide :
Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel, Zinc ;
- 3) Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb.

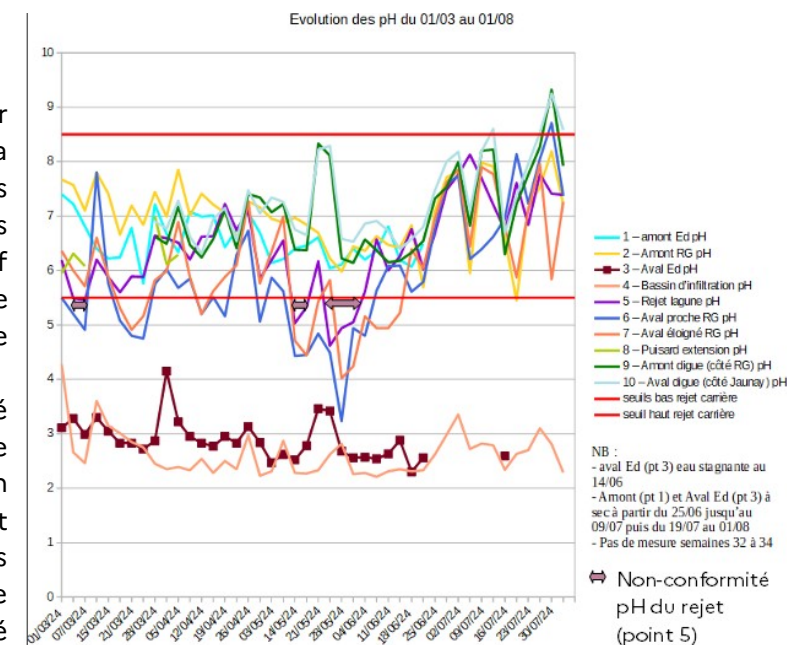
Constats :

1/ Suivi bihebdomadaire

pH/conductivité :

L'exploitant procède deux fois par semaine à un suivi du pH et de la conductivité sur l'ensemble des points identifiés au sein des échanges des 26/02 et 20/03 (cf graphe ci-contre). Les résultats de ces suivis sont transmis chaque semaine à l'inspection.

Ce suivi n'a cependant pas été réalisé pendant la période estivale de fermeture de l'installation (semaines 32 à 34). L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de rejet les semaines 32 et 33 et qu'une campagne de mesure analyse a été réalisée la semaine 34.



Graph. 1. Suivi bihebdomadaire

Ce suivi a été repris au 27/08, le tableau de suivi bihebdomadaire a été transmis à l'inspecteur postérieurement à la visite.

2/ Suivi analytique bimensuel :

L'exploitant a procédé au suivi suivant les 13/03/24, 29/03/24, 15/04/24, 29/04/24, 15/05/24, 28/05/24, 11/06/24, 25/06/24, 09/07/24, 21/07/24 et 23/08/24, sur l'ensemble des paramètres demandés (cf note²), pour tous les points mentionnés sur le plan du courrier du 20/03/2024². La fréquence demandée est bimensuelle, il n'y a pas eu de campagne de mesure entre le 23/07 et 21/08*.

Les résultats de la campagne de mesure du 23/07 ont été transmises à l'inspection. Pour la campagne de mesure du 23/08, l'exploitant est toujours en attente des résultats du laboratoire.

Des non-conformités sont relevées en matière de fréquence lors de la période de fermeture estivale de l'établissement. En dehors cette période, l'exploitant réalise tous les 15 jours ses analyses sur tous les paramètres demandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de réaliser le suivi bihebdomadaire y compris pendant les périodes de fermeture de la carrière.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait voir modifier le programme de surveillance (fréquence, point de mesure, paramètres), il doit en faire la demande à l'inspection. Cette proposition devra être étayée par les résultats obtenus ces derniers mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Gestion des eaux pluviales et d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective (actions complémentaires)

Prescription contrôlée :

Les eaux sont gérées de la manière suivante (hors plate-forme alimentant la zone humide conformément à l'article 4.3.2 du présent article) : les eaux pluviales internes à la carrière et les eaux d'exhaure s'infiltrent ou sont dirigées vers un bassin de stockage en fond de chaque fouille avant d'être dirigées pour traitement vers un bassin tampon situé dans chaque excavation sur un palier supérieur. Les eaux du bassin tampon de la fosse Est rejoignent le bassin tampon de la fosse Ouest. Les eaux sont ensuite dirigées vers deux séparateurs puis vers le bassin en place au Nord du site avant rejet vers le milieu extérieur.

[...]

Les ouvrages sont correctement dimensionnés afin de respecter les conditions de rejets supra.

Constats :

Lors de la visite du 14/03/2024, l'exploitant devait réaliser des mesures complémentaires afin de limiter les arrivées d'eaux pluviales de la plateforme de stockage Ouest et Est vers le ruisseau de l'Edmondière.

Lors de la visite du 27/08/2024, il a été constaté que des merlons ont été mis en place et les pentes de la piste passant au-dessus de l'Edmondière ont été revues pour amener les eaux pluviales en fond de fosse et non vers l'Edmondière (cf photos 1 et 2 en annexe).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Paramètres à analyser et valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit de fuite maximum (SAGE Vie et Jaunay)	5 l/s/ha
température	<30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg/Pt/l
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

L'exploitant procède au suivi des paramètres susmentionnés au droit du rejet des eaux de la carrière vers le milieu (ruisseau de la Roche Guillaume).

Les résultats sont indiqués dans les tableaux ci-dessous (VLE : valeur limite d'émission).

	unités	13/03	15/04	15/05	11/06	09/07	23/07	VLE
pH		6,23	5,48	3,93	6,15	5,89	7,42	5,5<pH<8,5
Température	°C	14,8	16,7	21,9	17,5	18,4	18,4	<30
DCO (demande chimique en oxygène)	mg/l O2	11,5	8,44	<10	2,13	2,25	1,45	<125
MES (matières en suspension)	mg/l	6,5	94,2	12	10,3	82,1	11,8	<35
HCT (hydrocarbures totaux)	mg/l	<0,05	-	<0,03	-	-	-	<10

Tableau 1. Résultat des mesures au droit du rejet

couleur		13/03	29/03	15/04	29/04	14/05	28/05	11/06	25/06	09/07	23/07	VLE
2 – amont RG		81	70	69	64	42,1	105	80	240	>250	52	
6 – Aval proche RG		233	93	236	152	<2,5	83	69	26	>250	80	
(pour info) 5 – Rejet carrière lagune	mg Pt/L	136	n.a	280	n.a	<2,5	n.a	75	n.a	>250	97	
Différence : aval – amont (modification de la couleur du milieu récepteur)		152	23	167	88	Env. 40	-22	-11	-214	Non définissable	28	(+) 100

Tableau 2. modification de la couleur du milieu récepteur (année 2024) – n.a : non analysé

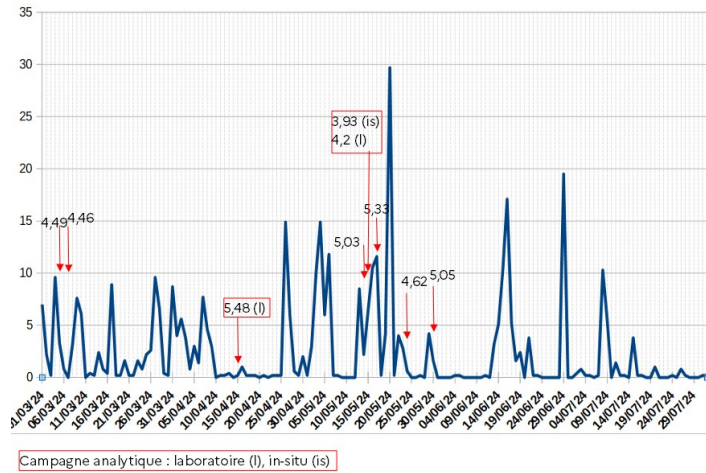
Pluviométrie (01/03 au 31/07/2024)

(en mm)

Plusieurs non-conformités sont observées (en gras) :

- pH : Des pH hors de la plage de conformité (5,5<pH<8,5) ont été identifiés. Plusieurs pH bas sont également identifiés dans le suivi bihebdomadaire de l'exploitant (cf double flèche sur le graph. 1). Les pH les plus bas font généralement suite à une période pluvieuse au vu du graphe ci-contre.

NB : les pH légèrement inférieurs à 5,5 sont néanmoins à relativiser (marge d'erreur de la sonde).



Graph. 2. Pluviométrie et pH (du suivi bihebdomadaire (graphe 1) et analytique (Tableau 1) du 01/03 au 31/07/2024

- Concernant les MES, la première non-conformité est liée aux travaux d'extraction de la boue au sein du bassin. Pour la seconde, le prestataire ayant effectué le prélèvement a indiqué que cette mesure a été réalisée après un épisode de pluies intenses (susceptibles d'avoir lessivé les sols de manière plus importante qu'à l'accoutumée).

- Concernant la modification de couleur du milieu récepteur, pour le 15/04, la non-conformité en MES pourrait expliquer cette différence de couleur.

L'exploitant indique avoir fait procéder à des campagnes d'analyses les 23/07 (résultats transmis à l'inspection postérieurement à la visite) et 21/08(HC)* (* en attente des résultats des mesures en provenance du laboratoire).

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- Au vu des non-conformités en pH, il est demandé à l'exploitant de proposer des mesures correctives/préventives pour supprimer les rejets non-conformes de la lagune.

- L'exploitant transmettra les résultats du 21/08 à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Fréquence de mesure sur le rejet de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés à l'article 5.2.3 (hors hydrocarbures) et 5.2.5.7³ selon une fréquence mensuelle.

Le paramètre hydrocarbures est mesuré trimestriellement.

NB : version modifiée par APC du 29/03/2024

Constats :

Les résultats des 13/03/24^(HC), 15/04/24, 14/05/24^(HC), 11/06/24, 09/07/24 et 23/07 ont été transmis à l'inspection. L'exploitant indique avoir fait procéder à des campagnes d'analyses le 21/08^(HC)* (* en attente des résultats des mesures en provenance du laboratoire).

Ces analyses ont été réalisées mensuellement sur l'intégralité des paramètres (hors hydrocarbures) mentionnés aux articles 5.2.3 (cf point de contrôle n°3) et 5.2.5.7 (cf note).

Les campagnes ayant fait l'objet de l'analyse en hydrocarbures (notées^(HC)) ont été réalisées trimestriellement.

L'exploitant respecte la prescription.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses de la campagne du 21/08.

Type de suites proposées : Sans suite

3 Article 5.2.5.7 introduit dans l'AP du 19/11/2015 par APC du 29/03/2024 : « Le suivi prescrit à l'article 5.2.5.1 (eaux de la carrière), 5.2.5.2 (milieu récepteur - ruisseau de la Roche-Guillaume) et 5.2.5.4 (ruisseau de l'Edmondrière) de l'arrêté d'autorisation du 19 novembre 2015 sur les eaux de la carrière est complété des paramètres suivants :

- conductivité, Sulfates, Sulfures ;
- Métaux potentiellement liés au drainage acide : Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel ;
- Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb, Zinc. »

N° 5 : Fréquence de mesure sur le milieu récepteur (ruisseau de la Roche Guillaume)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le ruisseau de La Roche Guillaume fait l'objet d'une surveillance au moins mensuelle, en amont et en aval du point de rejet, qui porte sur les mesures des paramètres visés à l'article 5.2.3 (hors hydrocarbures) et 5.2.5.7. Le paramètre hydrocarbures est analysé à une fréquence trimestrielle. <i>NB : version modifiée par APC du 29/03/2024</i>
Constats : Les résultats des campagnes de mesures des 13/03/24 ^(HC) , 29/03/24, 15/04/24, 29/04/24, 14/05/24 ^(HC) , 28/05/24, 11/06/24, 25/06/24, 09/07/24 et 23/07/24 ont été transmis à l'inspection. L'exploitant indique avoir fait procéder à des campagnes d'analyses les 23/07 et 21/08 ^(HC) * (* en attente des résultats des mesures en provenance du laboratoire). Ces analyses ont été réalisées mensuellement sur l'intégralité des paramètres (hors hydrocarbures) mentionnés aux articles 5.2.3 et 5.2.5.7 (cf note ³). Les campagnes ayant fait l'objet de l'analyse en hydrocarbures (notées ^(HC)) ont été réalisées trimestriellement. L'exploitant respecte la prescription.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses du 23/07 et 21/08.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi sur le ruisseau de l'Edmondière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le ruisseau de l'Edmondière fait l'objet d'une surveillance a minima mensuelle (hors hydrocarbures) sur les trois points suivants : à l'entrée du ruisseau sur site (passerelle), sur le linéaire du ruisseau et juste avant la sortie de l'emprise du site du ruisseau (clôture). Les paramètres analysés sont fixés aux articles 5.2.3. et 5.2.5.7 de l'arrêté d'autorisation. Les hydrocarbures sont analysés trimestriellement <i>NB : version modifiée par APC du 29/03/2024</i>
Constats : Les résultats des campagnes de mesures sur l'Edmondière des 13/03/24 ^(HC) , 15/04/24, 14/05/24 ^(HC) , 11/06/24, 09/07/24 et 23/07/24 ont été transmis à l'inspection. L'exploitant indique avoir fait procéder à une campagne d'analyses le 21/08 ^(HC) * (* en attente résultat des mesures en provenance du laboratoire). Ces analyses ont été réalisées mensuellement sur l'intégralité des paramètres (hors hydrocarbures) mentionnés aux articles 5.2.3 et 5.2.5.7 (cf note ³). Les campagnes ayant fait l'objet de l'analyse en hydrocarbures (notées ^(HC)) ont été réalisées trimestriellement.

Lors de la visite, il a été constaté un mince filet d'eau au droit de l'Edmondière dont le lit et les bordures ont été colonisées par la végétation dense (cf photos 4 à 11 en annexe).

L'exploitant respecte la prescription.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses du 21/08.
- L'OFB souhaiterait que l'exploitant réalise un suivi spécifique sur les paramètres pH/conductivité à la remise en eau de l'Edmondière au droit du passage des engins (« milieu » de l'Edmondière – point 11). L'exploitant transmettra à l'inspection ces éléments accompagnés d'une planche photographique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi sur le bassin d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

Le bassin d'infiltration de la plateforme Ouest l'objet d'une surveillance a minima trimestrielle.

Les paramètres analysés sont fixés aux articles 5.2.3. et 5.2.5.7 de l'arrêté d'autorisation. Les valeurs limites d'émission sont fixées à l'article 5.2.3 du même arrêté.

NB : version modifiée par APC du 29/03/2024

Constats :

Les résultats des campagnes de mesures sur le bassin d'infiltration des 13/03/24 et 14/05/24 ont été transmis à l'inspection.

L'exploitant indique avoir fait procéder à des campagnes d'analyses le 21/08* (* en attente résultat des mesures en provenance du laboratoire).

Ces analyses ont été réalisées trimestriellement sur l'intégralité des paramètres mentionnés aux articles 5.2.3 et 5.2.5.7 (cf note ³).

L'exploitant respecte la prescription.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses du 21/08.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi sur la passerelle "aval éloigné" (château)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

La passerelle, identifiée par les coordonnées suivantes : longitude : -1,75640 et latitude : 46,65476, fait l'objet d'un suivi trimestriel.

Les paramètres analysés sont fixés aux articles 5.2.3. et 5.2.5.7 de l'arrêté d'autorisation.

NB : version modifiée par APC du 29/03/2024

Constats :

Les résultats des campagnes de mesures sur la Roche Guillaume au droit de la passerelle du

château des 13/03/24^(HC), 29/03/24, 15/04/24^(HC), 29/04/24, 15/05/24, 28/05/24, 11/06/24, 25/06/24, 09/07/24 et 23/07 ont été transmises à l'inspection.

L'exploitant indique avoir fait procéder à une campagne d'analyses le 21/08^(HC)* (* en attente résultat des mesures en provenance du laboratoire).

Ces analyses ont été réalisées à minima mensuellement sur l'intégralité des paramètres (hors hydrocarbures) mentionnés aux articles 5.2.3 et 5.2.5.7 (cf note ³).

Les campagnes ayant fait l'objet de l'analyse en hydrocarbures (notées^(HC)) ont été réalisées trimestriellement.

L'exploitant respecte la prescription.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses du 21/08.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etude de compatibilité des rejets aqueux au milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Etude

Prescription contrôlée :

Sous un délai de 14 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit évaluer l'incidence de ses rejets sur les composantes du milieu récepteur au regard de la Directive Cadre Eau.

Les référentiels à utiliser sont en particulier :

- l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ;
- le guide technique du 21 novembre 2012 version 2, relatif aux modalités de prise en compte des objectifs de la Directive Cadre Eau en police de l'eau IOTA/ICPE, et notamment son annexe 4 ;
- le guide pour l'étude d'acceptabilité du milieu pour les rejets ponctuels en macropolluants des activités économiques de décembre 2020 rédigé par l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Cette étude présente successivement :

- Description de l'état initial du milieu et identification des autres pressions ayant un impact sur la ou les masses d'eau (IOTA/ICPE, état des milieux du SDAGE et diagnostics du SAGE),
- Définition de la zone d'étude : échelle locale, masse d'eau, réseau hydrologique élargi,
- Description du rejet et la justification du choix des paramètres retenus pour quantifier l'impact,
- Vérification de la compatibilité avec les objectifs de la Directive Cadre Eau : estimation du flux maximal total admissible par le milieu sur le périmètre de l'aire d'étude et comparaison des flux rejetés par le site, contribution du site par rapport au flux admissible par la masse d'eau, contribution du site vis-à-vis des flux cumulés ;
- Proposition d'un suivi dans le milieu récepteur.

L'aire d'étude correspond à une zone hydrogéographiquement cohérente. Elle est adaptée aux types de rejets et de pressions analysés et prend en compte le secteur ou la zone directement ou indirectement influencée par les rejets. Le choix de l'aire d'étude est justifié.

Le cas échéant, les deux cas distincts de l'étiage et des hautes eaux sont considérés notamment lors de l'inventaire des pressions et de leur impact, lors de l'estimation des différents flux et lors de la détermination des niveaux de rejet.

Les résultats de l'étude de compatibilité sont comparées aux valeurs limites d'émission de l'arrêté

ministériel du 19 avril 2010 encadrant les installations relevant de la rubrique 2720.
Constats : Par transmission électronique du 05/04/2024, l'exploitant a fourni un devis signé avec un bureau d'étude pour la réalisation de l'étude de compatibilité du rejet. Cette étude est en cours.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude demandée dans le délai prévu par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion de la pollution du milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etude
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 3 mois à l'inspection des installations classées un diagnostic de pollution de l'environnement, portant notamment sur l'imprégnation des sédiments en métaux, accompagné d'un plan de gestion le cas échéant sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <p>L'exploitant a transmis par message électronique du 02/07/2024 un diagnostic de pollution des milieux⁴.</p> <p>Le diagnostic a été réalisé par le bureau d'étude SOCOTEC qui est certifié pour les prestations relatives aux sites et sols pollués (« étude assistance et contrôle » et « ingénierie des travaux et réhabilitation »).</p> <p>Les investigations ont été menées sur les sols, les eaux souterraines et superficielles (Edmondière et la Roche Guillaume) et les sédiments.</p> <p>Le rapport précise que la zone de rejet du ruisseau de la Roche-Guillaume dans la réserve d'eau potable du Jaunay, nommé « couarde » dans le présent rapport, et le ruisseau de la Roche-Guillaume n'ont pas fait l'objet d'investigations. Sur ce point, le bureau d'étude recommande d'effectuer une campagne amont/aval sur le Jaunay afin de vérifier l'absence d'impact et d'évaluer le degré de colmatage au sein de la couarde de la Roche-Guillaume.</p> <p>Le bureau d'étude préconise également :</p> <p>1) la réalisation d'un plan de gestion ayant pour objectifs d'envisager des moyens de limitation du phénomène et de traiter les impacts de la pollution. L'exploitant attire l'attention des services de l'Etat sur les éventuels délais d'instruction d'une demande de travaux au sein de la zone de l'Edmondière qui présente des enjeux écologiques (zone humide classée par le SAGE Vie et Jaunay).</p> <p>2) d'interdire les usages d'abreuvement, pêche, baignade et tout prélèvement d'eau (autre que pour analyse) sur le linéaire de la Roche-Guillaume depuis sa confluence avec l'Edmondière jusqu'à la couarde (comprise).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Concernant la recommandation relative aux investigations complémentaires sur le Jaunay et le colmatage du lit du ruisseau de la Roche-Guillaume, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser les investigations complémentaires sur le Jaunay et la Roche-Guillaume. - Concernant le plan de gestion de la pollution, cette étude est prescrite dans l'arrêté complémentaire du 28/03/2024 dans les 6 mois suivant la notification de cet acte. Elle devra être

⁴ Evaluation de l'impact du diagnostic du lessivage acide des remblais de la carrière sur le milieu – ref : SOCOTEC n° affaire 2403E14Q5000055 – 25/06/2024 – ref rapport : E14Q524279

transmise à l'échéance.

- Concernant les usages, par arrêté n°24-DDTM85- du 18/03/2024, tous les usages (pêche, abreuvement, loisirs ou autres) des parties des cours d'eau impactés sont toujours interdits dans l'attente que les mesures d'urgence produisent ses effets, avec un panneau en place (cf photo 12 en annexe).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des déchets d'extraction et caractérisation des déchets issues des bassins/cuves de décantation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2024, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Etude

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion (PGD) contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;

Constats :

L'exploitant a fait procéder à une étude de caractérisation des boues du bassin de décantation des eaux avant rejet dans le cadre de son classement au titre de la 2720. Le document a été transmis le 24/05/2024 à l'inspection. L'étude conclut que les boues sont inertes et ne relèvent pas d'un classement sous la rubrique 2720⁵.

La mise à jour du plan de gestion de déchets d'extraction de la carrière⁶ (version du 25/06/2024) a été transmise par mail du 02/07/2024. L'exploitant précise que les déchets provenant du curage de la lagune de décantation avant rejet représente 40 m³/an. Ces déchets sont ensuite stockés en fosse Ouest.

Demandes formulées à l'exploitant à la suite du constat :

- Les documents susmentionnés transmis n'appellent pas de remarque de l'inspection.
- Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'une partie des matériaux de la plateforme Est présentant une concentration notable en pyrite ont été pour partie traitée par la nouvelle installation de chaulage. Le reste a été mis hors d'eau et hors d'air sur site afin de supprimer tout drainage acide.

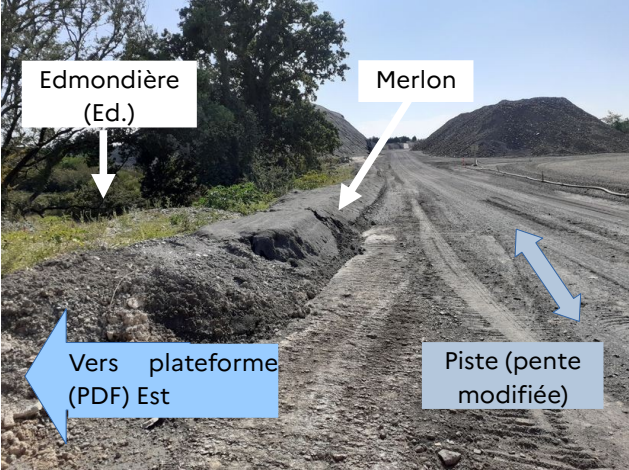


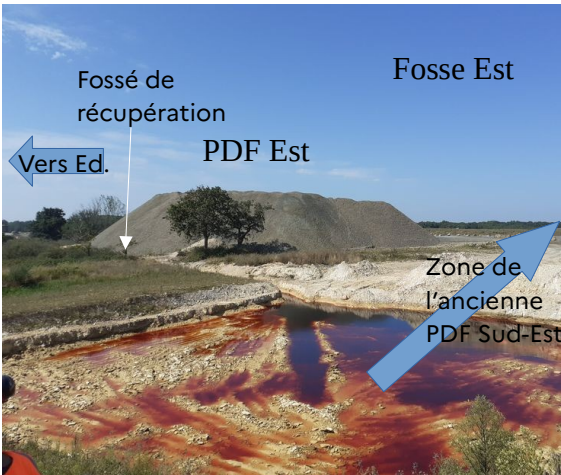



Aussi, pour les matériaux très concentrés en pyrite (non commercialisable) devenus des déchets, et en fonction des éventuels traitements qui seront proposés dans le cadre des études de compatibilité de rejet au milieu et technico-économique (impliquant la caractérisation des boues issues du traitement), le plan de gestion des déchets d'extraction et le classement sous la rubrique 2720 devront être revus.

Type de suites proposées : Sans suite pour le moment

5 Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension). 1. Installation de stockage de déchets dangereux (autorisation) ; 2. Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes (autorisation).

6 Conformément à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières (NOR : NOR : ENVP9430348A)

ANNEXE I. Planche photographique – visite du 27/08/2024

 <p>Edmondière (Ed.)</p> <p>Merlon</p> <p>Vers plateforme (PDF) Est</p> <p>Piste (pente modifiée)</p>	 <p>Merlon le long de l'Ed.</p> <p>Merlon</p> <p>PDF Ouest</p>	
<p>Photographie 1. Gestion des eaux pluviales – plateforme (PDF) Est</p>	<p>Photographie 2. Gestion des eaux pluviales – PDF Ouest</p>	
	 <p>Fosse de récupération</p> <p>Vers Ed.</p> <p>PDF Est</p> <p>Fosse Est</p> <p>Zone de l'ancienne PDF Sud-Est</p>	
<p>Photographie 3. Lagune de rejet (vue depuis le point de rejet)</p>	<p>Photographie 4. Bassin de récupération des eaux (au droit de l'ancienne plateforme mise au Sud) – PDF Est</p>	
	 <p>14/03/2024</p>	
<p>Photographie 5. Vue vers l'amont au début de l'Ed.</p>	<p>Photographie 6. Vue vers l'amont – Milieu de l'Ed. (03/2024)</p>	<p>Photographie 7. Vue vers l'amont – Milieu de l'Ed.</p>



Photographie 8. Vue vers l'amont – Milieu de l'Ed. - 14/03/2024



Photographie 9. Vue vers l'amont – Milieu de l'Ed.



Photographie 10. Vue vers l'aval de l'Ed. en sortie de site



Photographie 11. Vue vers l'amont de l'Ed.



Photographie 12. (ci-contre) Interdiction d'usage (passerelle du château)